



MANDAT

- **Administratif** : pour la constitution d'une demande d'aide et sa demande de paiement
et/ou
- **Financier** : pour la perception de l'aide
PROPRIÉTAIRE OCCUPANT

Articles 1984 et suivants du code civil / Décret n°2025-920 du 06 septembre 2025
Arrêté du 23 avril 2026 relatif aux aides du fonds de prévention retrait-gonflement des sols argileux dans la construction

Ce document est émis par le Ministère en charge de la construction.

Ce formulaire doit **obligatoirement** être utilisé si vous voulez désigner un **mandataire** pour effectuer les démarches relatives au fonds de prévention RGA. Vous pouvez choisir l'une ou l'ensemble des démarches proposées en cochant les cases ci-dessous, à savoir :

- la constitution d'une demande d'aide et d'une demande de paiement (**mandat administratif**),
- la perception de l'aide (**mandat financier**).

Le mandataire s'identifie obligatoirement auprès du représentant de l'État dans votre département (Direction Départementale des Territoires et de la Mer), préalablement à la validation de votre demande de mandat.

Pour être valable, ce mandat doit être **daté et signé par vous-même** (le mandant) **et par la personne que vous désignez** (votre mandataire). **Tous les champs sont obligatoires. Ce mandat reste valide tant qu'il n'a pas été révoqué par l'une ou l'autre des parties.**

Je, soussigné (vous, le mandant) :

☐ M ☐ Mme

N° dossier :

Nom :

Prénom :

☐ Propriétaire occupant d'une maison individuelle à titre de résidence principale (indiquer l'adresse postale complète, y compris s'il y en a, les numéros de bâtiments et/ou d'étages)

Adresse postale :

Code postal :

Commune :

Adresse mail :

Téléphone (fixe ou mobile) :

Donne MANDAT à (votre mandataire) :

☐ M ☐ Mme

(si personne morale, nom et prénom du représentant ayant délégation de signature)

Nom :

Prénom :

Intervenant en qualité de :

renseigner ci-dessus soit AMO administratif, soit prestataire désigné par le représentant de l'État dans le département

Raison sociale (si personne morale) :

Adresse postale :

Code postal : Commune :

Adresse mail :

Téléphone (fixe ou mobile) :

Si le mandataire intervient en qualité d'AMO administratif : Date de l'agrément de l'État pour l'exercice d'activités d'ingénierie sociale, financière et technique au titre du 2° de l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation :

Pour effectuer en mon nom et pour mon compte l'une ou l'ensemble des démarches suivantes (cocher la ou les cases concernées) :

1/ Mandat ADMINISTRATIF : constituer mon dossier de demande **d'aides du fonds de prévention RGA** à ma place :

- ☐ **Je donne mandat pour la constitution et le dépôt en ligne de mon dossier de demande d'aides et de demande de paiements, ainsi que pour la réception et le traitement de toute correspondance avec le représentant de l'État dans le département.** Il appartient au mandataire de joindre l'ensemble des pièces nécessaires à la constitution de la demande.
- ☐ **Pour la phase études** (réalisation du diagnostic de vulnérabilité de ma maison)
- ☐ **Pour la phase travaux** (réalisation des travaux de prévention)

2/ Mandat FINANCIER : PERCEVOIR **les aides du fonds de prévention RGA** à ma place :

- ☐ **Je donne mandat pour que les sommes versées par le représentant de l'État dans mon département, relatives au **fonds de prévention RGA** le soient directement sur le compte bancaire de mon mandataire.** Je reste cependant seul(e) bénéficiaire des aides. Ainsi, en cas de contrôle du représentant de l'État dans le département après paiement, s'il s'avère que les conditions pour le bénéfice du fonds de prévention RGA n'étaient pas remplies, je serai tenu(e) au reversement des sommes indûment payées même si celles-ci n'ont pas été versées sur mon compte bancaire personnel.
- ☐ **Pour la phase études** (réalisation du diagnostic de vulnérabilité de ma maison)
- ☐ **Pour la phase travaux** (réalisation des travaux)

• ☐ **J'ATTESTE :**

- ne pas avoir commencé le diagnostic de vulnérabilité de ma maison, les travaux et prestations complémentaires éventuelles avant le dépôt en ligne de la demande d'aides du **fonds de prévention RGA** ;
- avoir un projet de diagnostic de vulnérabilité et de travaux sur une maison individuelle achevée depuis **au moins 15 ans** à la date de début des travaux et/ou prestations ;
- être **propriétaire occupant** d'une maison individuelle **couverte par un contrat d'assurance d'habitation**, située en **zone d'exposition forte au RGA, non mitoyenne, trois niveaux maximums** (le sous-sol étant considéré comme un niveau), **sans fissures** ou avec **quelques fissures sur les murs**

extérieurs, intérieurs, les doublages et les cloisons, les planchers et les plafonds, dont l'écartement ne dépasse pas 5 millimètres (ce critère fissures n'est applicable que pour la phase travaux) ;
- avoir déclaré les ressources de l'ensemble des membres de mon foyer.

• ☐ **POUR LA PHASE ÉTUDES, JE M'ENGAGE A :**

- faire réaliser le diagnostic de vulnérabilité de ma maison éligible au **fonds de prévention RGA** par un professionnel compétent en RGA ;
- justifier de l'achèvement du diagnostic de vulnérabilité et prestations complémentaires éventuelles conformément au projet agréé par le représentant de l'État dans mon département, en présentant la demande de paiement du solde de l'aide de la phase études du **fonds de prévention RGA au plus tard** dans un délai d'**1 an** suivant la date de notification de l'octroi des aides ;
- déclarer les autres aides, publiques et privées, les réductions et les contreparties accordées par le professionnel compétent en RGA et prestataires complémentaires éventuels, le cas échéant, perçues ou à percevoir, pour le financement du diagnostic de vulnérabilité et prestations complémentaires éventuelles faisant l'objet de la demande d'aides du **fonds de prévention RGA** ;
- ne pas solliciter une autre aide du représentant de l'État dans mon département pour le même diagnostic de vulnérabilité et prestations complémentaires éventuelles.

• ☐ **POUR LA PHASE TRAVAUX, JE M'ENGAGE A :**

- faire réaliser les travaux et prestations complémentaires éventuelles éligibles au **fonds de prévention RGA** par une ou plusieurs entreprises en capacité de réaliser les travaux. Ces entreprises doivent procéder à la fourniture et à l'installation des ouvrages, équipements, matériaux ou appareils. Les factures doivent concerner la fourniture des matériaux et équipements ainsi que les travaux de pose, et comporter les informations et mentions requises par la réglementation ;
- justifier de l'achèvement des travaux et prestations complémentaires éventuelles conformément au projet agréé par le représentant de l'État dans mon département, en présentant la demande de paiement du solde des aides de la phase travaux du **fonds de prévention RGA au plus tard** dans un délai de **2 ans** suivant la date de notification de l'octroi des aides ;
- déclarer les autres aides, publiques et privées, les réductions et les contreparties accordées par la/les entreprise(s) de travaux et prestataires complémentaires éventuels, le cas échéant, perçues ou à percevoir, pour le financement des travaux et prestations complémentaires éventuelles faisant l'objet de la demande d'aides du **fonds de prévention RGA** ;
- ne pas solliciter une autre aide du représentant de l'État dans mon département pour les mêmes travaux et prestations complémentaires éventuelles.

• ☐ **JE SUIS INFORME(E) DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :**

- le représentant de l'État dans mon département peut effectuer à tout moment des contrôles, sur place (visite du logement) ou sur pièces (demande d'informations complémentaires) pour vérifier notamment la nature des travaux et/ou prestations et leur réalisation effective, l'occupation de la maison... ;
- l'absence de réponse à la demande de contrôle, l'entrave ou le refus de la réalisation du contrôle sur place constitue un motif de non-respect des engagements liés au bénéfice du **fonds de prévention RGA** et peut entraîner son retrait ;
- en cas de non-respect des engagements ci-dessus et de la réglementation en vigueur, les aides octroyées sont annulées et les sommes déjà perçues doivent être remboursées ;
- toute fraude, tentative de fraude, fausse déclaration ou tout autre manquement aux dispositions législatives ou réglementaire entraîne le retrait et le reversement des aides et expose également à des sanctions financières et administratives ainsi qu'à des poursuites judiciaires ;

- **toute demande de paiement**, pour être recevable, **doit être accompagnée des pièces justificatives** fixées par l'arrêté du 23 avril 2026 précisant les critères d'éligibilité des bâtiments et des propriétaires à l'aide mise en place, à titre expérimental, pour la prévention des désordres dans la construction liés au phénomène RGA, justifiant de l'exécution du diagnostic de vulnérabilité, des travaux et prestations complémentaires éventuelles, ainsi que tout document nécessaire au calcul et au versement des aides du **fonds de prévention RGA** ;

- **le dépôt de la demande de paiement de solde par mon mandataire vaut déclaration d'achèvement du diagnostic de vulnérabilité, des travaux et prestations complémentaires éventuelles**. Il appartient au mandataire de joindre l'ensemble des pièces nécessaires à la constitution de la demande de paiement du solde.

• ☐ **APRÈS LA SIGNATURE DE CE DOCUMENT :**

- **je conserve l'original du présent mandat** et téléverse sa copie dans mon dossier personnel sur la plateforme **Démarches Numériques**.

- **mon mandataire et moi pouvons révoquer le présent mandat à tout moment avant le dépôt de la demande de solde**. En cas de révocation, mon mandataire et moi seront immédiatement informés.

Le représentant de l'État dans mon département décline toute responsabilité en cas de mauvaise exécution du présent mandat par votre mandataire. Cette circonstance ne pourra en aucun cas vous exonérer de vos obligations et du respect des engagements que vous avez pris vis-à-vis du représentant de l'État dans votre département.

Fait à

Le

Partie réservée au MANDANT (vous-même)

Nom et Prénom :

Signature

Partie réservée au MANDATAIRE qui s'engage à informer le mandant des démarches relatives au présent mandat et à accepter les contrôles du représentant de l'État dans le département

Nom et Prénom / Raison sociale (si personne morale) :

Signature